

Entropia

Numéro 1, automne 2006 Décroissance et politique

Notes de lecture de Jean-Paul Allétru
Janvier 2007

Entropia, revue d'étude théorique et politique de la décroissance
Abonnement annuel, deux numéros, 26 €
31 rue de Brest 69002 Lyon

Décroissance ? Depuis déjà un certain temps, je me suis convaincu qu'il faut combattre l'idée que la croissance est le remède à nos maux ; et qu'au contraire, celle-ci nous mène dans le mur.

Mais je n'étais pas sûr qu'il fallait brandir pour autant l'étendard de la décroissance... : slogan négatif, accent mis sur le quantitatif.

Aussi étais-je curieux de lire des théoriciens qui osent se réclamer de la décroissance : c'est pourquoi je me suis procuré la revue.

Je la recommande. Elle apporte des éclairages différents, elle stimule la réflexion.

Les notes de lecture qui suivent ne prétendent pas résumer les articles de la revue, mais seulement faire ressortir les propos qui ont trouvé en moi un écho (que je les fasse miens ou non). Mes commentaires personnels sont en italiques.

Pourquoi Entropia ? Il m'a plu que la revue se réfère à Illich, Georgescu-Roegen, Partant, Castoriadis (et aussi Ellul, que je n'ai pas lu). Qu'elle cite les crises énergétique, climatique, mais aussi la crise sociale et la crise culturelle.

Décroissance et politique. « La cécité et la surdité des partis politiques traditionnels face aux grands enjeux écologiques, économiques et sociaux de notre temps est affligeante tandis que les « grands médias » contribuent au développement d'une « servitude volontaire » et collective. »

Fondements

La décroissance : un projet politique. Serge Latouche.

La décroissance est un slogan politique, un mot –obus, qui vise à casser la langue de bois des drogués du productivisme. La décroissance n'est pas la croissance négative, expression absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. Le projet de la décroissance est un projet politique, celui de la construction, au nord comme au sud, de sociétés conviviales, autonomes et économes. C'est un projet radical : une révolution culturelle !

Le mouvement de la décroissance n'a pas vraiment réfléchi à un programme politique précis, car le travail d'autotransformation en profondeur nous semble plus important que les échéances électorales.

Si nous n'insistons pas sur la critique spécifique du capitalisme, c'est qu'il nous paraît inutile d'enfoncer une porte ouverte. Cette critique a, pour l'essentiel, été faite et bien faite par Marx. Toutefois, il ne suffit pas de remettre en cause le capitalisme, mais aussi toute société de croissance. Et là, Marx est pris en défaut.

Une société de décroissance ne peut pas se concevoir sans sortir du capitalisme.

Même si aucun programme de gouvernement ne prend en compte la nécessaire réduction de notre empreinte écologique, c'est tout de même du côté des valeurs de partage, de solidarité, d'égalité et de fraternité, plus que vers celle de la liberté d'entreprendre (et d'exploiter) qu'il faut s'orienter. Notre combat se situe résolument contre la mondialisation et le libéralisme économique. Faut-il pour autant figer dès maintenant le mouvement sous forme d'un parti de la décroissance ? Non, institutionnaliser prématurément le programme de la décroissance à travers l'existence d'un parti politique risquerait de nous faire tomber dans le piège de la politique politicienne. Peser dans le débat, infléchir les positions des uns et des autres, faire prendre en considération certains arguments, contribuer à faire évoluer les mentalités, telle est à ce jour notre mission et notre ambition.

Je souscris totalement au propos. Mais je maintiens ma réticence au choix du terme de décroissance pour désigner le mouvement (je n'en ai cependant pas d'autre à proposer...).

Remarques sur les fondements théoriques de l'autolimitation. Jean-Claude Besson-Girard.

Les sociétés dites historiques semblent toutes guidées par l'idée et le mouvement de transgression de toute limite. *Est-ce bien vrai ? Braudel n'a-t-il pas montré le contraste, à l'époque de la Renaissance, entre une société alors immobile, celle de l'Extrême-Orient, et celle des sociétés occidentales ? Mais l'auteur écrit lui-même :* « les drogués de la sauvagerie du modèle de croissance économique sans limite auraient beaucoup à apprendre de ceux qu'on appelait, il y a peu, « des sauvages ».

L'autolimitation est déjà à l'œuvre, y compris à travers la baisse du taux de fécondité des sociétés enrichies de l'Occident.

La décroissance se situe-t-elle sur l'axe droite-gauche ? Bruno Clémentin

« La décroissance, selon moi, rend aujourd'hui obsolète cette partition, car nous entrons, avec elle, dans l'obligation d'inventer une nouvelle civilisation et de nouveaux repères, y compris spatiaux ». *Je ne partage pas ce point de vue, et je me sens plus proche de ce qu'a écrit Serge Latouche, voir plus haut.*

L'auteur a cependant beau jeu de souligner que « à gauche et à droite, ce qui fonde les programmes des partis à vocation majoritaire, c'est bien l'hymne à la croissance. Tout se passe comme si la crise climatique, la fin programmée des hydrocarbures bon marché et la réduction de la biodiversité n'existaient pas pour ceux qui façonnent notre futur. »

Le coût caché de la décroissance. Michel Singleton.

Comment faire comprendre que la décroissance n'est pas un retour au carcan communautaire (de la petite famille nucléaire, du quartier huppé, de l'égoïsme régional), mais à un retissage organique du local (permettre aux gens d'être plus ensemble comme ils le furent jusqu'aux années 60 grâce, entre autres, à des écoles villageoises et des entreprises « familiales », à des épiciers du coin et des cinémas de quartier, au lieu de passer leur vie à « navetter » entre des complexes scolaires, des zonings industriels et grandes surfaces de banlieue).

Horizons

Un idéalisme politique. Michel Dias.

« Cessons de croire ou bien nous irons droit dans le mur » : aussi juste que soit cette injonction, comment éviter qu'elle résonne comme le plus populiste des slogans, au rang de ceux qui exploitent les peurs et en appellent aux hommes providentiels pour protéger les masses des catastrophes imminentes ?

Les tenants de la décroissance doivent s'attacher d'abord à rendre celle-ci désirable, avant même de l'indiquer comme nécessaire.

Le projet de décroissance veut affranchir les hommes des déterminismes qu'ils se sont eux-mêmes créés, les soustraire aux processus qui leur confisquent la maîtrise de leur existence. Il veut ouvrir la voie au retour de la politique comprise comme activité délibérative au cours de laquelle les hommes décident librement de la courbure à donner au monde et à l'humain.

La décroissance n'est pas seulement un art de vivre inspiré par le souci écologique, elle porte les germes d'une nouvelle utopie politique qui peut redonner sens à l'idéalisme et à l'humanisme, en les faisant servir à l'invention collective et toujours discutée du monde humain.

La frugalité heureuse : une utopie ? François Brune.

Avant d'élaborer une politique de décroissance quelle qu'elle soit, il faut profondément mettre en question le mode de vie, le « sens » de la vie.

Il n'est pas de politique de décroissance sans une éthique du partage, de la justice, de la fraternité, le seul modèle d'homme susceptible de faire fonctionner un tel système me paraît l'homme frugal, celui qui n'attend de la consommation que l'aisance minimale lui permettant de vivre ailleurs qu'au pur niveau de la consommation. Et dans cette perspective, le seul bonheur qui mérite d'être recherché est un bonheur partagé.

Retrouver le temps de vivre. Moins de biens, plus de liens.

Redonner ses chances à l'utopie. Geneviève Decrop.

Il faut s'attaquer d'abord à la question des régulations qui permettront l'arbitrage entre des intérêts hétérogènes ou contradictoires, la délibération, la décision, l'action et l'évaluation de l'action.

Une démocratie directe, une démocratie où chacun est sommé de participer, où il ne peut se faire représenter par d'autres serait un enfer.

Transitions

Comment enclencher une dynamique de l'alternative que la société tout entière s'approprierait ?

Transitions politiques vers la décroissance. Yves Cochet.

La droite entretient la religion de la croissance en affirmant que plus de consommation et plus de marché finiront par résoudre les problèmes économiques et sociaux que nous traversons.

La gauche estime que la justice sociale qu'elle poursuit se réalisera par une politique keynésienne de grands travaux et de relance de la consommation pour retrouver la croissance menant au plein emploi.

Des pensées politiques souvent réduites à un économisme aveugle à la finitude de notre planète...

Il ne s'agit pas de savoir si nous sommes, individuellement et collectivement, favorables ou non à la décroissance, il s'agit d'anticiper cette décroissance imminente pour imaginer une politique viable pendant la législature 2007-2012. Viable, c'est-à-dire qui se fixe comme objectifs la défense et l'extension de la paix, de la démocratie et de la cohésion sociale.

Suit un ensemble de propositions très concrètes, regroupées autour de thèmes comme « relocaliser l'économie », « établir un revenu d'existence », « une France fédérale dans une Europe fédérale » (*mais comment assurer une juste solidarité entre territoires défavorisés et territoires plus riches ?*).

Convaincre la gauche européenne. Arthur Mitzman.

L'ordre néo-libéral mondial émanant des pays anglo-saxons, loin d'être une fatalité qui écraserait toute opposition réelle aux dogmes du progrès mercantile et industriel, est en train de s'affaiblir partout (aux Etats-Unis, c'est la guerre, et non l'ouverture des marchés, qui est devenue le moyen privilégié d'étendre les bienfaits de la civilisation occidentale sur la planète ; en Europe : rejet de la Constitution concoctée par les élites néo-libérales, protestations contre la directive Bolkestein, ou contre le CPE).

L'arène politique de prédilection pour un large débat sur la décroissance est celle de l'Europe, en particulier celle de la gauche au Parlement européen, où nous devons répandre nos idées en vue des élections et des luttes parlementaires à venir. En plus de la préservation de la paix européenne depuis un demi-siècle, la construction européenne nous a amené des bienfaits incontestables, surtout en matière écologique et juridique, et ceci malgré ses biais néo-libéraux.

Ce n'est que si le Parlement européen acquiert les pleins pouvoirs démocratiques que la gauche pourra contrôler les grandes sociétés et redonner de la sécurité aux populations fragilisées par les décennies d'hégémonie néo-libérale (*mais quel transfert de souveraineté consentir entre l'Union européenne et le niveau des Etats-nations ?*).

L'auteur propose 4 principes :

- chaque individu a droit à la nourriture, au logement et aux soins médicaux. La satisfaction de ces besoins essentiels incombe à la société, via des organes démocratiquement élus et contrôlés, pas au commerce privé.
- Chaque individu a le droit de s'exprimer librement et de participer aux délibérations qui détermineront son avenir ; la démocratie ne sera pas que représentative mais, autant que possible, directe.
- Rien de ce qui sera produit et consommé ne doit compromettre l'équilibre écologique.
- La société doit revenir autant que possible à des systèmes de production et d'échanges locaux où les producteurs peuvent eux-mêmes déterminer leurs conditions de travail.

On pourrait commencer par la limitation de la publicité pour les voitures particulières et le tourisme de masse par avion, activités aussi nocives pour la santé publique que le tabagisme.

L'augmentation des prix de l'énergie imposera par lui-même des restrictions de plus en plus sévères à l'utilisation des voitures et des avions. Pour prévenir des réactions irrationnelles, il faut donc que la gauche au pouvoir anticipe et organise cette restriction à l'échelle européenne.

Programmer l'espérance. Bernard Guibert.

Un même remède aux dégâts environnementaux et sociaux : réhabiliter la planification et l'intervention publique.

Il faut d'abord construire les indicateurs centraux pour planifier la décroissance : l'empreinte écologique (complétée par un indicateur pour l'eau et un indicateur d'utilisation des ressources non renouvelables) ; un indicateur d'inégalités sociales (par exemple le BIP 40) ; un indicateur de « capital social » (« créer des liens plutôt que des biens »). Il faut émettre des quasi-monnaies locales, non convertibles en euros, non thésaurisables et à validité territoriale limitée, sur le modèle des titres-restaurants, des bourses d'échange de savoir, des SELS et des SOL. Et organiser des débats publics et contradictoires de la planification participative décentralisée, dans le cadre, par exemple, des « Conseils de développement » des pays et des agglomérations.

Enjeux

Crise climatique et volonté politique. Agnès Sinäi.

La lutte contre le changement climatique balance entre déni et croyance : déni de réalité face à l'ampleur du phénomène inédit qu'est l'emballement de l'effet de serre, croyance dans la fuite en avant technologique comme réponse aux maux de l'artificialisation du monde.

Lors de la conférence de Montréal de décembre 2005, la communauté internationale s'est accordée sur la nécessité que les pays industrialisés divisent au moins par quatre leurs émissions actuelles d'ici à 2050. C'est possible, comme l'a montré le groupe Négawatt. Les collectivités locales, les régions en particulier, offrent l'échelle la plus pertinente à cette conversion inéluctable de notre rapport à l'énergie.

Ce ne sont pas les solutions qui manquent, mais l'axe de conviction, la désoccultation des enjeux et une vaste opération de désintoxication collective.

Ethique et responsabilité après Tchernobyl. Patrice Flipo.

Et si un avion tombait sur une centrale ?

Le choix de l'énergie nucléaire n'est pas un choix comme les autres. Il est le seul à faire basculer la société entière dans l'état d'urgence imminent, et cela de manière permanente.

Le choix du nucléaire « civil » devrait donc être un choix d'exception. La seule justification pourrait être que la menace soit pire que le moyen utilisé pour y faire face. Or, il n'en est rien. L'énergie nucléaire va-t-elle nous sauver des changements climatiques ? Non, le recours au nucléaire en France n'éviterait qu'une petite partie des émissions de CO₂.

Risques

Une pensée sur la crête. Paul Ariès.

Nous vivons une période de totale confusion des valeurs et de perte des repères de sens.

L'auteur dénonce les rapprochements successifs et progressifs entre les positions de certains objecteurs de croissance et de la nouvelle droite. La question que nous pose Jean-Paul Besset est plus que jamais vitale : comment ne plus être « progressiste » sans devenir réactionnaire ?

Du refus de l'occidentalisme, on glisse au refus de l'universalisme. Jouer la carte du « sauvage » est le plus court chemin contre l'humanisme, mais aussi contre la démocratie, l'égalité, la politique. La Décroissance ne peut qu'adopter le parti de l'universel. Inventons de nouveaux universaux pour le genre humain ainsi que les instruments politiques et juridiques (du village à la planète) capables de les porter.

Du refus de l'universel, on glisse au refus de l'égalité.

Du refus de l'égalité, au refus de la démocratie. Au nom de quoi refuser la délégation (démocratie représentative), si ce n'est au nom de petits soldats toujours vaillants ? Nous avons de bonnes questions à résoudre pour déterminer comment organiser demain cette représentation. Comment plus largement recollectiviser le sens et la pratique de la démocratie ? Comment rendre enfin la décroissance désirable démocratiquement ?

Le refus de la démocratie conduit au refus de la politique. Le Parti pour la décroissance a été accusé de tous les maux dès sa naissance.

Nous croyons en la possibilité de transformer la société et nous avons foi dans la capacité de la décroissance à faire rêver nos concitoyens.

La tentation réactionnaire. Jean-Paul Besset.

Les nouveaux réacs sont arrivés, titre le Nouvel Observateur. Certains intellectuels (Finkelkraut, Taguieff, Debray, ...), déboussolés de voir la Modernité en échec, le Progrès tournant en cauchemar, se replient vers le passé, l'identité, l'Etat-nation.

De notre point de vue, les objecteurs de croissance et autres post-développementistes doivent affirmer un horizon où l'universel n'est pas sacrifié au local.

Parce qu'elle est fondée sur la peur, la stratégie du repli national aboutit à une impasse lourde de menaces.

Les partisans et les opérateurs de la décroissance n'échapperont pas au devoir de clarification que la menace de dérive réactionnaire impose. Où passe par exemple la frontière entre le réenracinement, chère aux réactionnaires, et la relocalisation, propre aux décroissants ? La relocalisation n'établit aucun lien avec les origines.

Au rythme actuel d'épuisement des ressources et de destruction du monde, la tentation d'une nouvelle forme d'apartheid économique et social existe, et elle pourrait s'amplifier.